

griefs, et je serais heureux qu'on cherche à y remédier. Nous ne devons jamais cesser d'améliorer notre procédure ni de réviser notre Règlement.

Mais le projet d'article 75c met en jeu plus que la procédure: le principe. L'entretien dont il a été question au cours du débat actuel fait voir nettement que nous ne discutons pas seulement de forme mais de fond. En cette enceinte, certains, par exemple le premier ministre, ont dédaigné ce débat. Certains journalistes sont tristement ignorants de ce dont il s'agit et consacrent plus de temps à mesurer la longueur du débat qu'à en apprécier le sujet. Ce sujet est l'un des plus graves et des plus lourds de conséquence qu'on puisse discuter en ces jours torrides de juillet.

Dans les débats parlementaires et dans la politique en général, il me semble que nous sommes naturellement assez portés à la dramatisation. Nous sommes peut-être enclins à l'hyperbole et la litote n'est certainement pas la formule favorite de l'homme politique. Mais le débat actuel n'exige pas la dramatisation. Nous n'avons pas besoin d'exagérer. L'objet du débat est assez sérieux pour justifier les ornements ou les clameurs supplémentaires ou extérieures qui proclament l'urgence du débat.

La question que nous autres, représentants du peuple, débattons aujourd'hui pourrait marquer toute la différence entre un Parlement qui, avec toutes ses imperfections, constituait et constitue un instrument utile d'action démocratique et quelque chose de beaucoup moins de valeur, beaucoup moins important et représentatif de la volonté du peuple. Je le répète, il n'est pas question pour nous aujourd'hui des travaux courants mais plutôt de l'essence même du Parlement. Agir autrement serait aller à l'encontre de l'esprit de la démocratie parlementaire, ce produit précieux mais parfois fragile de l'activité humaine à travers les siècles.

N'oublions jamais que la démocratie populaire n'est pas une réalisation humaine facile ou naturelle. Elle ne s'est pas épanouie universellement. A vrai dire, elle a souvent échoué et chancelé. Des hommes sages et avisés comme Abraham Lincoln et Wilfrid Laurier ont donné l'avertissement que la vigilance constante est le prix de la liberté, surtout de la liberté politique. Les députés sentent qu'il y a anguille sous roche, et c'est bien comme ça. Cet article 75c, d'apparence anodine, est très dangereux.

• (12.20 p.m.)

Avant de venir à la Chambre, j'ai passé bien des années à lire le *hansard* et d'autres documents parlementaires. J'estime que les

[M. Macquarrie.]

députés nous ont offert, jusqu'ici, dans ce débat, d'excellents discours. Je ne songe pas nécessairement à ceux d'aujourd'hui. Les allocutions prononcées au cours de ce débat ont été de bonne inspiration et perspicaces; les orateurs étaient conscients, en général, de la gravité de la situation pour l'évolution de notre régime parlementaire. Ce n'est pas seulement un débat comme les autres, une discussion de plus, une autre confrontation entre les partis.

**Une voix:** Ce n'est pas seulement une obstruction stupide.

**M. Macquarrie:** Je ne me prête pas facilement à critiquer Radio-Canada, ou les organes d'information en général—non pas que le silence doive s'interpréter comme une approbation enthousiaste. Néanmoins, dans cette phase vitale des délibérations du Parlement, j'ai l'impression que la presse libre s'est généralement abstenue, et il y a d'importantes exceptions à cela, de constater que l'absence d'un Parlement libre laisserait très peu d'espace ou de latitude à une presse libre.

Je dois avouer que je suis un auditeur assidu de Radio-Canada et je rapporte avec tristesse, monsieur l'Orateur, que les nombreux représentants de l'élite intellectuelle, dont la Société diffuse les opinions, n'ont presque rien dit du fond du problème qui se pose à la Chambre des communes du Canada présentement. Je crois qu'à cet égard—et je ne sais pas si les conditions climatiques y sont pour quelque chose—la presse s'est montrée moins vigilante aux dangers actuels que dans le cas de l'article 16A en décembre dernier. Je conviens avec mon ami de Halifax-East Hants (M. McCleave) que Frankenstein est toujours Frankenstein et que son monstre est toujours le monstre.

Il y a d'importantes exceptions aux reportages généraux de la presse, et mon honorable ami de Saint-Hyacinthe (M. Ricard) en a mentionné une. Il est révélateur que l'homme qui a vu de très près la tyrannie d'un système politique ayant supprimé les institutions libres, soit au premier rang de ceux qui dénoncent les dangers que laisse présager cette tentative du gouvernement. Lubor Zink, avec qui je ne suis pas toujours d'accord, a su dès les premières syllabes de ce débat, le montrer sous le jour qui convenait. Je l'en félicite et je rends hommage à sa perspicacité. Je rends aussi hommage à ceux qui, comme lui, sont pleinement conscients de l'importance de ce débat. Lorsqu'il soulignent l'importance de ce qui se déroule, je dirai qu'ils le font dans leur propre intérêt, dans l'intérêt du quatrième état.

Un peu avant que nous ayons notre Parlement au Canada, un autre journaliste entreprit